



VALEO FAIT APPEL À UN P POUR PISTER LES INÉGAL

ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES ▶ L'équipementier automobile Valeo exploite un outil d'analyse statistique des rémunérations pour repérer les écarts entre salarié(e)s. Bilan : 3,4 % avant correction.

L'équipementier automobile Valeo a fait appel en 2012 au prestataire Arkanta pour rechercher d'éventuelles inégalités de rémunération entre hommes et femmes. Sur les 12 000 salariés du groupe en France, on compte un tiers de femmes, employées plutôt dans des fonctions support, alors que les hommes occupent des métiers techniques, plutôt mieux rémunérés. Dès 2005, le groupe a entrepris d'analyser les rémunérations : « Les services RH comparaient la rémunération de chaque femme avec le salaire moyen et médian des hommes de la même catégorie, en tenant compte de l'ancienneté et de la performance, explique José Schoumaker, directeur des relations du travail (DRT). Cela nous a permis de corriger de nombreuses situations, mais nous étions conscients des limites de cette méthode. »

Encouragé par les nouvelles obligations légales en matière d'égalité salariale, Valeo a cherché en 2012 un cabinet spécialisé en économétrie, capable de concevoir un outil statistique sur mesure d'analyse et d'aide à la décision. Les syndicats ont été informés de la démarche, mais n'ont pas été associés. Le prestataire choisi, Arkanta, s'est associé pour ce projet à un universitaire spécialisé en économétrie et au cabinet Eurodecision, spécialisé en mathématiques décisionnelles. « L'économétrie permet d'identifier les variables qui influent sur le salaire et d'analyser le poids relatif de chaque variable dans la composition du salaire, explique Patrick Émeriau, président d'Arkanta. On peut modéliser un salaire

théorique pour chaque métier et repérer les salaires réels qui s'éloignent du modèle. Pour être fiable, l'analyse ne peut porter que sur un groupe de 80 personnes minimum comportant au moins 20 femmes ».

Pour passer en revue 67 variables renseignées dans le SIRH de Valeo, Arkanta a été confronté à un obstacle majeur : ces données étaient dispersées dans plusieurs bases et systèmes de paie, différents pour les 37 établissements. Il a fallu six mois pour extraire les données, les mettre à jour et harmoniser l'ensemble. Sur les 67 variables testées, seules six à huit ont un impact significatif sur le salaire, dont l'ancienneté, le niveau de diplôme, le travail de nuit, et, pour les cadres, l'expatriation et la performance, notamment.

Recherche des raisons objectives

Le prestataire a défini 50 groupes à analyser, homogènes en termes de métier et de catégorie d'emploi. Fin 2012, les 50 groupes ont été examinés, faisant apparaître un écart moyen de rémunération de 3,4 % en défaveur des femmes, toutes populations confondues, et un écart maximal de 15 %. Dans 25 groupes, aucune inégalité n'a été relevée ; dans 16 groupes, les femmes étaient pénalisées, et dans 9, ce sont des hommes qui étaient lésés. « 3,4 % d'écart est un très bon résultat, souligne José Schoumaker ; il convient maintenant de rechercher, pour chaque salaire qui s'éloigne du modèle, si cette différence s'explique par une raison objective ». En l'absence de cette raison, il s'agit bien d'une discrimination.

RESTATAIRE ITÉS SALARIALES

Arkanta vient de livrer à Valeo l'outil logiciel qui permettra justement aux DRH de chaque établissement de visualiser sur un graphique toutes les situations qui s'éloignent de la normale pour pouvoir ensuite rechercher la cause de ces différences de salaire. « Une entrée tardive sur le marché du travail, une interruption de carrière, une promotion tardive sont autant d'éléments qui peuvent justifier un salaire plus bas, ajoute le DRT. Mais si rien ne l'explique, on corrigera ». Les anomalies ainsi constatées seront

révisées dans le cadre de la politique salariale 2014.

Impartialité garantie

Le coût d'une telle prestation va de 20 000 euros à 150 000 euros, selon la commande – avec ou sans outil logiciel – et le nombre de sites et de salariés à analyser. « Les entreprises n'ont pas les ressources internes pour réaliser ce type de calculs complexes ; nous leur garantissons une fiabilité et une impartialité de traitement », conclut le président d'Arkanta. ■

MARIETTE KAMMERER